



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 2021-5142  
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2019 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** le formulaire d'examen au cas par cas n°2021-5142, déposé complet le 12 janvier 2021, par la société civile d'exploitation agricole WAFFELAERT-CNUUDE relatif au projet de réalisation de trois forages de reconnaissance en vue de la création de deux forages agricoles, sur les communes de Brunvillers-la-Motte et Esquennoy, dans le département de l'Oise ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 28 janvier 2021 ;

**Vu** la décision tacite de soumission à étude d'impact du 16 février 2021 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste à réaliser trois forages de reconnaissance de profondeurs comprises entre 80 et 95 mètres en vue de créer deux forages agricoles pour irriguer des cultures, relève de la rubrique 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

**Considérant** que les futurs forages permettront de prélever dans la nappe phréatique un volume annuel maximal cumulé de 163 500 m<sup>3</sup>, soit un prélèvement moyen de 81 750 m<sup>3</sup> par ouvrage ;

**Considérant** l'ampleur du prélèvement cumulé projeté et l'absence d'information sur sa répartition entre les deux secteurs distincts d'implantation des forages de Brunvillers-la-Motte et Esquennoy ;

**Considérant** que plusieurs captages pour l'alimentation en eau potable sont présents à proximité des deux secteurs d'implantation des projets de forage ;

**Considérant** que l'observatoire national des étiages<sup>1</sup> a constaté l'assec de cours d'eau environnants en 2012, 2017 et 2019 dans le secteur de projet de la commune de Brunvillers-la-Motte ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'étudier la capacité de recharge de la nappe et les relations qu'elle entretient avec les milieux aquatiques superficiels, ainsi que l'impact des prélèvements d'eau sur ceux-ci et les autres forages présents, en prenant compte le changement climatique ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

## **Décide**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La décision tacite de soumission du 16 février 2021 est retirée et remplacée par la présente décision.

### **Article 2 :**

Le projet de réalisation de trois forages de reconnaissance en vue de la création de deux forages agricoles, sur les communes de Brunvillers-la-Motte et Esquennoy, dans le département de l'Oise, déposé par la société civile d'exploitation agricole WAFFELAERT-CNUUDE est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur régional de l'environnement  
de l'aménagement et du logement,  
Le directeur régional adjoint,

---

1 ONDE : <https://onde.eaufactance.fr/acces-aux-donnees>

# Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

## Voies et délais de recours

### 1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

### 2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).